

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 22 – 8 juin 2023

En bref

Forte appréciation du Peso Colombien (COP): Le Dollar étatsunien (USD) a enregistré une baisse de plus de 232 COP cette semaine, portant la baisse de valeur de l'USD face au COP à plus de -673 COP depuis le début de l'année 2023. Malgré l'incertitude politique affectant le Gouvernement colombien ces derniers jours, l'appréciation du COP face au USD porte le taux de change à 4.175 COP pour 1 USD et l'appréciation en 2023 à 13,9 %. Cette performance aurait été portée par un contexte international favorable, grâce à la suspension du plafond de la dette étatsunienne, selon Bancolombia. Autre facteur selon Corficolombia: la moindre gouvernabilité depuis avril pourrait engendrer des réformes économiques moins radicales et donc plus rassurantes pour les marchés.

LE CHIFFRE À RETENIR

673 COP

C'est la perte de valeur du Dollar étatsunien face au Peso colombien depuis début 2023.

Zoom sur : Les perspectives de croissance de la Banque mondiale pour la zone.

Dans son [rapport sur les Perspectives économiques mondiales](#), la Banque mondiale ajuste ses prévisions de croissance pour la région Amérique latine et Caraïbes à 1,5 % en 2023 (vs. 1,3 % prévus en janvier). La croissance de la zone a été de 3,7 % en 2022. Pour 2024, la prévision régionale s'est nettement améliorée entre les deux rapports, passant de -0,4 % à 2,0 %. Pour les pays de la zone andine, les prévisions pour 2023 ont été ajustées à la baisse pour la Bolivie (-0,6 pt%, à 2,5 %), l'Équateur (-0,5 pt%, à 2,6 %) et pour le Pérou (-0,4 pt%, à 2,2 %). En revanche, les prévisions ont été revues à la hausse pour la Colombie (+0,4 pt%, à 1,7 %) et le Suriname (+0,1 pt%, à 2,4 %). La prévision de croissance pour le Guyana reste inchangée (25,2 %).

Focus Équateur : La baisse de la prévision pour l'Équateur s'explique par le contexte politique incertain (élections générales en août 2023), l'arrivée du phénomène climatique d'*El Niño* qui pourrait provoquer des pertes importantes dans le secteur agricole, ainsi que par la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux. La Banque mondiale maintient toutefois ses prévisions de croissance pour 2024 à 2,8 %.

Focus Pérou : Le ralentissement de la croissance péruvienne par rapport à 2022 (2,7 %) s'explique en partie par une hausse des dépenses du Gouvernement, notamment pour compenser l'affaiblissement des investissements dans le pays. Il s'explique également en raison des tensions politiques et sociales, ainsi que des phénomènes climatiques.

Classement sur 11*, PIB 2023)	PIB réel (%)	2022 (est.)	2023 (p.)	2024 (p.)
1	Guyana	57,8	25,2	21,2
2	Paraguay	-0,3	4,8	4,3
3	Équateur	2,9	2,6	2,8
4	Bolivie	3,1	2,5	2,0
5	Suriname	1,9	2,4	3,2
6	Pérou	2,7	2,2	2,6
7	Uruguay	5,0	1,8	2,8
8	Colombie	7,5	1,7	2,0
9	Brésil	2,9	1,2	1,4
10	Chili	2,4	-0,4	1,8
11	Argentine	5,2	-2,0	2,3

*Venezuela exclu

Source: Banque Mondiale



BOLIVIE

Les Présidents boliviens et argentins réunis pour l'inauguration de la connexion électrique entre les deux pays.

Le Président bolivien, Luis Arce, et son homologue argentin, Alberto Fernández, se sont réunis le 1^{er} juin à Yacuiba au sud de la Bolivie pour inaugurer la ligne d'interconnexion internationale entre les deux pays. Ce projet (la ligne « Juana Azurduy de Padilla »), a été initié en 2015. Elle a été construite par l'Entreprise Nationale d'Énergie (ENDE) en contrat avec la Banque Centrale Bolivienne (BCB) et a représenté un investissement de 52,8 M USD. Comportant 120 km de lignes électriques reliant les sous-stations de Yaguacua et de Tartagal dans la province de Salta, en Argentine, ce projet permettra d'exporter de l'énergie électrique jusqu'à une puissance estimée de 120 mégawatts (MW). Le 13 mars dernier, la Bolivie a exporté, pour la première fois, 60 MW vers Argentine. A la suite de ces premières exportations, ENDE a révélé que la Bolivie facturait environ 106 000 USD par jour d'exportations d'électricité à l'Argentine. D'après l'institut statistique bolivien, entre mars et avril 2023, les exportations d'électricité bolivienne ont atteint 5 M USD.

La Chine et la Bolivie analysent la possibilité d'ouvrir au moins une succursale de banque chinoise en Bolivie.

L'Ambassadeur chinois en Bolivie, Huang Yazhong, a confirmé que le gouvernement chinois travaillait activement aux côtés du

gouvernement bolivien pour rendre possible l'ouverture de bureaux de banques commerciales chinoises en Bolivie. Cette annonce s'inscrit dans le contexte de la pénurie de Dollars et de la chute des réserves internationales que traverse la Bolivie. En effet, le 10 mai, Luis Arce a indiqué s'inscrire dans le prolongement de l'Argentine et du Brésil qui offrent déjà la possibilité de payer les importations venant de Chine en Yuans. Ces bureaux ouvriraient principalement pour effectuer des opérations liées au commerce bilatéral. La Chine est un partenaire majeur de la Bolivie et représente 20% du commerce extérieur du pays. Entre 2009 et 2018, 29 entreprises chinoises ont signé des contrats avec le gouvernement bolivien pour des projets dans des secteurs majeurs (infrastructure, industrie, alimentation) dans lesquels plus de 6 Mds USD ont été investis.

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+5,9 %	-22,4 %	1 184,2 pts
Change COP/USD	-4,9 %	+8,5 %	4 396,3
Change COP/EUR	-5,8 %	+10,1 %	4 488,7
Prix du baril colombien (USD)	+4,2 %	-41,2 %	70,9

L'OCDE prévoit une croissance de 1,5 % en 2023 pour le pays.

L'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE) a, comme la Banque mondiale (cf. *Zoom supra*), ajusté à la baisse la prévision de ralentissement de la croissance colombienne: **elle prévoit une croissance de 1,5 %** vs. 1,2 % prévus en novembre). Selon l'organisation, l'ajustement budgétaire, le niveau élevé des taux d'intérêt, les normes de crédit plus strictes et l'inflation toujours élevée (malgré une dynamique diminutive initiée en avril) pèseront sur l'investissement et la consommation en 2023. Elle affirme que ces facteurs s'atténueront progressivement d'ici 2024 et que la demande intérieure s'améliorera (1,8 % de croissance prévue pour 2024). Ils mettent en exergue que la forte croissance des salaires ainsi qu'un marché du travail toujours résistant, amortissent l'effet des prix élevés sur le pouvoir d'achat. En outre, l'OCDE indique à la Colombie

que la réduction de l'informalité et la promotion de l'égalité des genres mettraient le pays sur la voie d'une croissance plus inclusive.

Nouvelle chute de l'indicateur de confiance des consommateurs en mai.

L'indicateur de confiance des consommateurs réalisé par *Davivienda* (ICD) a de nouveau chuté en mai: le niveau de confiance atteint -30,4 %, en dessous de la moyenne historique de -20,3 %, probablement en raison de la détérioration des conditions sur le marché du travail et des niveaux d'inflation élevés. Toutefois, la perception de la situation économique de la Colombie dans sa globalité a enregistré une augmentation non-négligeable au cours du mois, et la proportion de personnes pensant que le moment est propice à l'acquisition d'une obligation financière a marginalement augmenté, atteignant 11,8 % (vs. 11,3 % en avril).

Quatre entreprises minières vont cesser leurs activités en 2023, en raison de l'insécurité et de l'incertitude.

L'insécurité dans certaines régions du pays entravant les activités d'exploration et l'incertitude nationale quant aux investissements conduisent quatre entreprises minières à décider de cesser leurs activités et à quitter la Colombie d'ici 2023, selon le président de l'*Association colombienne des mines* (ACM), Juan Camilo Nariño, qui a préféré ne pas révéler les noms des dites entreprises. Toutefois, il a précisé que ces dernières développaient leurs activités en Antioquia, au Caldas et dans le sud de la Colombie. Au cours du S2 2023, le Gouvernement soumettra au



Congrès un projet de loi visant à moderniser le secteur minier et à transformer les conflits socio-environnementaux qui existent actuellement. Il est demandé, au nom des entreprises, une loi juste et équitable vis-à-vis des types d'extraction ainsi qu'une délivrance facilitée des permis d'exploitation minières. Les entreprises demandent en outre au Gouvernement d'accroître sa présence dans les territoires miniers pour en assurer la sécurité.

L'Indice des Prix à la Production (IPP) a diminué de -1,7 % g.m. en mai.

Pour rappel, l'IPP est un indicateur économique qui présente la variation moyenne des prix d'un panier de biens représentatif de la production intérieure et des importations et permet d'étudier le comportement des prix des produits dès leur entrée dans les circuits de commercialisation. Celui-ci a diminué de plus de -1,7 % g.m. en mai, selon le DANE.

Dans le cas des biens produits pour la consommation intérieure, l'IPP a enregistré une variation de -1,2 % g.m., tandis que dans le cas des biens exportés, la variation mensuelle de l'IPP a été de -3,1 %. En mai, l'IPP a diminué de -1,4 % g.a. (vs. +34,6 % g.a. en mai 2022).

EQUATEUR

Les groupes locaux de la grande distribution se consolident en Equateur.

Selon le classement de la surintendance des entreprises, les entreprises privées qui enregistrent les chiffres d'affaires les plus élevés en Equateur se trouvent dans les secteurs de la

grande distribution, les télécommunications, les mines et la logistique. Ainsi le groupe local *La Favorita*, le plus important dans la grande distribution, a vu son chiffre d'affaires augmenter de +8 % en 2022, s'établissant à 2,3 Mds USD : il se consolide comme étant le groupe équatorien le plus important. Son concurrent, le groupe *El Rosado*, se positionne en 2^{ème} position.

GUYANA/SURINAME

Sommet de la CARICOM et interventions du Suriname et du Guyana.

Lors du sommet de la Communauté des Caraïbes (*CARICOM*, alliance commerciale des pays caribéens) qui s'est tenu ces 7 et 8 juin aux Bahamas, les Présidents ont évoqué la nécessité de coopérer et de prendre des mesures concrètes pour faire face aux défis climatiques et à la reprise économique postpandémie. L'objectif de la *CARICOM* est d'établir un partenariat américano-caribéen afin de répondre aux thématiques suivantes : - sécurité énergétique, - sécurité alimentaire, - coopération économique, et - lutte contre le réchauffement climatique. Les Président du Suriname, Chan Santokhi, et du Guyana, Irfaan Ali ont abordé les politiques de sécurité alimentaire et le développement du secteur agricole de la région, en affirmant que ce dernier pays pourrait être un fournisseur clé pour réduire les importations de produits agricoles. Pour rappel, le Guyana maintient l'objectif de réduire les importations d'intrants agricoles dans le *CARICOM* de 25 % d'ici à 2025. Les Présidents sont également intervenus sur la résilience climatique de la zone Caraïbe et le



besoin de développer une stratégie commune afin d'endiguer la progression du phénomène.

Signature d'un *Memorandum of Understanding* avec le SEOB au Suriname.

Le Président Chan Santokhi a signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec le *Conseil de surveillance économique du Suriname* (SEOB) afin de créer une communauté des affaires qui participera avec ce dernier à la mise en place du programme du FMI. Le SEOB agira en tant qu'organe indépendant et sera en charge du contrôle et du conseil de la mise en œuvre du programme de stabilisation et de redressement du FMI. Parmi les grands objectifs figurent, la restructuration de la dette du pays, atteindre sa croissance potentielle ou encore, l'amélioration de la transparence dans la mise en place des politiques publiques (*forward guidance*). Le SEOB sera composé d'un maximum de 10 représentants des secteurs privé et public et devrait être pleinement opérationnel d'ici juillet 2023.

PEROU

Retour sur le marché international avec la plus importante émission en devise nationale en Amérique latine.

Le pays a émis une obligation en devise nationale (*sol*, PEN) sur les marchés internationaux pour la première fois depuis 2019. C'est l'opération en devise locale la plus importante en Amérique latine depuis le début de l'année. Réalisée dans le cadre du *Sustainable Bond Framework* (Cadre des obligations soutenables) de la Banque

Mondiale, cette émission durable s'élève à environ 2,5 Mds USD ($\pm 9,2$ Mds PEN) et arrivera à échéance en 2033 avec un coupon de 7,3%. Le Ministre de l'Economie et des Finances, Alex Contreras Miranda, a affirmé que cette opération faisait partie de la « stratégie de gestion intégrée d'actifs et de passifs mise en œuvre par son, qui prévoit notamment l'émission d'obligations durables et la « solarisation de la dette ».

Avancée dans le processus d'adhésion à l'OCDE.

Le Pérou a entamé le processus d'adhésion à l'OCDE en janvier 2022, et est actuellement en train de passer une étape importante de celui-ci. Cette semaine, le Président du Conseil des Ministres, Alberto Otárola, la Ministre des Affaires étrangères, Ana Cecilia Gervasi, et le Ministre de l'Economie, Alex Contreras, se sont rendus au siège de l'OCDE à Paris pour assister à plusieurs réunions et remettre au secrétaire de l'OCDE, Mathias Cormann, le *memorandum* initial contenant le document qui entame la mise en œuvre de la feuille de route vers l'adhésion du Pérou. Cela marque la fin de la première phase de travail du Pérou avec l'OCDE. Par la suite, différents comités évalueront le processus d'adhésion du Pérou.

VENEZUELA

L'inflation atteint 7,6 % en mai.

En mai, le taux d'inflation mensuel a atteint 7,6%, et le taux annualisé 458%, selon l'*Observatoire vénézuélien des finances* (OVF). Par rapport au mois d'avril, le taux d'inflation mensuel a triplé, bien que le taux sur douze



mois ait ralenti. L'inflation mensuelle de 7,6 % semble fortement liée à la dépréciation de 8,5 % du taux de change au cours du même mois. L'alimentation, dont l'inflation s'était significativement modérée, a augmenté de 6,5 % en mai. Le panier alimentaire a, quant à lui, augmenté de 3 % en mai, avec une variation annualisée de 380 %, selon l'entreprise *Macro Consultores* : il s'élève désormais à 36,7 USD.

Perte de vitesse pour le secteur industriel au T1.

L'enquête de conjoncture industrielle au T1 indique que 76 % des entrepreneurs perçoivent la situation économique du pays comme étant plus mauvaise qu'au cours du T1 2022. Sur les 228 établissements interrogés, 74 % considèrent que la situation du secteur industriel est moins bonne qu'au cours des 12 mois précédents. Les prises de commandes ont diminué en g.a. au T1 pour 65 % des établissements, affectant directement la production pour la plupart des industries.

Les exportations de pétrole du pays chutent selon Reuters et augmentent selon PDVSA.

Selon Reuters, les exportations de pétrole du Venezuela ont chuté de -14 % g.m. en mai, car les usines de valorisation du brut ont produit des qualités moins exportables, et PDVSA a connu des difficultés pour reconstituer ses stocks. Selon des données basées sur le suivi des navires, PDVSA et ses coentreprises ont expédié en moyenne, 606 258 bpj de brut et de produits raffinés sur le mois de mai.

D'autre part, une source de PDVSA a informé à l'agence de presse *Argus*, que la production de pétrole a augmenté de 17 600 bpj sur le mois de

mai pour atteindre 837 600 bpj.

En outre, le forum « Que faire de PDVSA ? » qui s'est tenu à l'Université centrale du Venezuela (Faces), avec la participation de spécialistes de l'économie et du pétrole, a conclu qu'il faudrait un investissement de 250 Mds USD pour reconstruire l'industrie pétrolière vénézuélienne dans dix les prochaines années (soit 25 Mds USD par an) afin de produire 3 M bpj de pétrole brut.

Trinité-et-Tobago a demandé aux États-Unis de modifier la licence d'un projet gazier avec PDVSA.

Trinité-et-Tobago a demandé aux États-Unis de modifier les termes de sa licence autorisant l'exploitation conjointe de gaz *offshore* avec le Venezuela, selon le Ministre de l'Énergie de Trinité-et-Tobago. En janvier, les États-Unis ont accordé une autorisation de deux ans à T&T, PDVSA et *Shell* pour réactiver le projet *Dragon*, mais ont interdit tout paiement en espèces au Gouvernement vénézuélien ou à ses entreprises publiques. Après une rencontre entre les Gouvernements du pays caribéen et des États-Unis, Trinité-et-Tobago et le Venezuela devraient se rencontrer prochainement pour commencer à discuter des conditions commerciales de *Dragon*. Les deux parties ont signé des accords confidentiels et commencé à discuter des aspects techniques lors de réunions antérieures.

Le Gouvernement et la FAO signent un accord de coopération pour une période de trois ans.

Pendant la visite de Mario Lubetkin, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



en Amérique latine, le Gouvernement vénézuélien et l'organisation ont signé à Caracas un accord-cadre pour la période 2023-2026: La FAO fournira une assistance technique dans les domaines de la sécurité alimentaire, des systèmes alimentaires, de la gestion de la biodiversité et du changement climatique dans le but d'améliorer la production agricole, aquicole et halieutique, la nutrition, la lutte contre les parasites et maladie parasitaires, l'environnement et la transformation des systèmes agroalimentaires en vue d'un développement durable qui favorise l'inclusion socio-économique des plus défavorisés.

Entretien entre Nicolas Maduro et le prince héritier et Premier Ministre de l'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane.

Lors sa visite en Arabie Saoudite, le Président Maduro, accompagné d'une délégation officielle, a traité avec le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane, de projets communs dans les domaines du pétrole, du gaz, de la pétrochimie, des infrastructures, de l'agriculture et du tourisme. La délégation

officielle vénézuélienne était constituée, outre le Président, de son épouse et députée de l'Assemblée Nationale, Cilia Flores; des Ministres des Affaires étrangères, de la Communication, du bureau de la Présidence et du Pétrole, Yvan Gil, Freddy Nández Jorge Márquez et Pedro Tellechea, respectivement. Cette réunion a servi de préparation à la deuxième Commission Mixte qui aura lieu à Riyad au T3 2023, concernant les commémorations des 71 ans des relations bilatérales entre les deux pays

Le Président iranien Ebrahim Raisi se rendra la semaine prochaine au Venezuela.

M. Raisi, accompagné d'une délégation de hauts-fonctionnaires, commencera le 11 juin une tournée en Amérique latine (Venezuela, Cuba et Nicaragua). Les relations entre Téhéran et Caracas sont étroites depuis la Présidence d'Hugo Chávez (1999-2013) et se sont renforcées depuis, en particulier depuis 2020: cette année, le Venezuela a connu une pénurie de carburants, et Caracas s'est tourné vers l'Iran pour acheter du carburant et réparer ses usines de valorisation de pétrole.



Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international